

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09317P0084 du 11/05/2017

portant retrait de la décision implicite relative à la demande n° F09317P0084 et portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2016-04-14-001 du 14/04/16 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09317P0084, relative à la réalisation d'un projet d'extension du réseau de neige sur la commune de Enchastrayes (04), déposée par la Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon CCVM, reçue le 20/03/2017 et considérée complète le 05/04/2017 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 10/04/2017 ;

Vu la saisine de la commission spécialisée du comité de massif en date du 10/04/2017 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 43c du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste en l'extension du réseau de neige, pour une surface d'enneigement d'environ 3,2 ha, comprenant :

- la mise en place de réseaux eau-air en tranchées sur les emprises supérieures des pistes des "3 canards" et de "Carole Merle",
- 16 enneigeurs de type bifluide et monofluide ;

Considérant que ce projet a pour objectif de sécuriser la pratique du ski sur ces pistes ;

Considérant la localisation du projet en zone de montagne sur l'emprise des pistes existantes et dans un secteur ne présentant pas de sensibilité environnementale particulière ;

Considérant que le projet concerne de petites surfaces ;

Considérant les impacts du projet sur l'environnement, qui sont essentiellement liés à la phase de travaux ;

Arrête :

Article 1

La décision implicite résultant du silence gardé par l'administration au delà du délai réglementaire fixé par l'article R122-3-IV du code de l'environnement et prescrivant une étude d'impact pour la réalisation d'un projet d'extension du réseau de neige sur la commune de Enchastrayes (04) est retirée ;

Article 2

Le projet d'extension du réseau de neige situé sur la commune de Enchastrayes (04) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

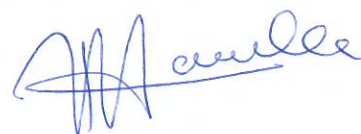
Article 4

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de région. La présente décision est notifiée à la Communauté de Communes Vallée de l'Ubaye Serre-Ponçon CCVM.

Fait à Marseille, le 11/05/2017.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour le directeur et par délégation,
L'adjointe à la chef d'unité évaluation environnementale

Delphine MARIELLE



Voies et délais de recours

Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Commissariat général au développement durable
Tour Voltaire
92055 La Défense Sud